



Assemblée générale

Distr. générale
6 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-septième session

9 septembre-9 octobre 2024

Points 3 et 5 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Organes et mécanismes chargés des droits de l'homme

Rapport annuel du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

Présidente-Rapporteuse : Valmaine Toki

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du département responsable.



I. Introduction

1. Par sa résolution 6/36, le Conseil des droits de l'homme a mis en place le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones en tant qu'organe subsidiaire chargé de l'aider dans l'exercice de son mandat, en le dotant d'une compétence thématique en matière de droits des peuples autochtones, de la manière et dans la forme voulues par lui. Dans la résolution, il a précisé que cette compétence thématique serait essentiellement axée sur des études et des travaux de recherche et que le Mécanisme d'experts pourrait lui présenter des propositions pour examen et approbation.

2. En septembre 2016, le Conseil a adopté la résolution 33/25 portant modification du mandat du Mécanisme d'experts, qu'il a ainsi chargé de lui fournir des avis et des conseils techniques sur les droits des peuples autochtones tels qu'énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et d'apporter une assistance aux États Membres qui en font la demande aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration grâce à la promotion, à la protection et à la concrétisation des droits des peuples autochtones. Les caractéristiques de ce nouveau mandat sont décrites dans la résolution.

3. Le Mécanisme d'experts a tenu sa dix-septième session à Genève, du 8 au 12 juillet 2024. Le résumé des débats figurant dans les parties V à XII ci-après n'a pas pour but de rendre compte *in extenso* des échanges, mais plutôt de donner un aperçu des principaux points soulevés par les membres du Mécanisme et d'autres participants. Toutes les interventions figurent dans les enregistrements de la session¹.

II. Activités intersessions

4. Depuis sa seizième session, tenue en juillet 2023, le Mécanisme d'experts a mené plusieurs activités officielles intersessions. Le 28 septembre 2023, il a tenu avec le Conseil des droits de l'homme, à sa cinquante-quatrième session, un dialogue concernant son rapport annuel², son étude sur l'incidence de la militarisation sur les droits des peuples autochtones³ et son rapport intitulé « Action menée aux fins de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : mise en place aux échelons national et régional de mécanismes efficaces de suivi de l'application de la Déclaration »⁴. Le 27 septembre 2023, la Présidente du Mécanisme d'experts a participé en qualité d'experte à la réunion-débat annuelle d'une demi-journée sur les effets de certains projets de développement sur les droits humains des peuples autochtones, en particulier les répercussions sur les femmes autochtones⁵.

5. Le Mécanisme d'experts a tenu sa réunion intersessions du 6 au 10 novembre 2023 à l'Université pour la paix, au Costa Rica. Cette réunion comprenait un séminaire d'experts de trois jours sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour atteindre les buts énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en application de l'article 38 de ladite Déclaration⁶, et une réunion de travail privée de deux jours du Mécanisme d'experts. Le séminaire visait à obtenir des informations de fond à intégrer dans l'étude annuelle du Mécanisme. Il a réuni environ 22 participants et participantes, dont les membres du Mécanisme, des praticiens venus de plusieurs régions, des défenseurs autochtones des droits de l'homme, des universitaires et des fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)⁷.

¹ Voir <https://webtv.un.org/en/asset/k16/k166upr5ve>.

² A/HRC/54/64.

³ A/HRC/54/52.

⁴ A/HRC/EMRIP/2023/3.

⁵ Voir A/HRC/56/33.

⁶ Voir <https://www.ohchr.org/fr/calls-for-input/2024/call-inputs-study-laws-legislation-policies-constitutions-judicial-decisions>.

⁷ Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/emrip/stm-expert-seminar-and-inter-sessional-meeting-en.docx>.

6. Dans le droit fil des travaux en cours du Mécanisme d'experts et de son rapport à paraître sur le sujet, l'Université de la Colombie-Britannique a organisé, en février 2024, un séminaire sur le droit des peuples autochtones aux économies traditionnelles, au développement durable et à la sécurité alimentaire à l'ère du changement climatique.

7. Le Mécanisme d'experts a participé à la vingt-troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui a eu lieu du 15 au 26 avril 2024. La Présidente a également participé à la manifestation de haut niveau organisée à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption du document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones. Par ailleurs, plusieurs membres du Mécanisme ont collaboré avec des organismes des Nations Unies, des mécanismes régionaux des droits de l'homme, des États Membres et des organisations de la société civile à l'échelon national.

8. En décembre 2023, puis en mars et juillet 2024, plusieurs membres du Mécanisme d'experts ont assisté à des réunions du Groupe de travail mondial pour une décennie d'action pour les langues autochtones, qui étaient coordonnées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

9. Le Mécanisme d'experts a réalisé deux missions de collaboration avec des pays au cours de la période considérée. En octobre 2023, il a effectué une mission consultative auprès de l'Australie concernant l'éloignement des enfants aborigènes et insulaires du détroit de Torres de leur famille et de leur communauté, qui reste d'actualité. En mars 2024, il s'est rendu en Norvège afin de fournir des conseils techniques sur les droits des Sâmes, en mettant l'accent sur leur droit à la terre, aux territoires et aux ressources et sur leur droit au consentement préalable, libre et éclairé.

III. Adoption d'études et de rapports et formulation de propositions

A. Études et rapports

10. À sa dix-septième session, le Mécanisme d'experts a adopté son étude sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour atteindre les buts énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en application de l'article 38 de ladite Déclaration⁸, établie en application du paragraphe 2 a) de la résolution 33/25 du Conseil des droits de l'homme.

11. Le Mécanisme d'experts est convenu que la Présidente-Rapporteuse pourrait, en concertation avec les autres membres, réviser cette étude à la lumière des débats de la dix-septième session et qu'il soumettrait la version finale au Conseil à sa cinquante-septième session.

B. Propositions

Proposition 1 : Réunion-débat du Conseil des droits de l'homme

12. Conformément à la décision qu'il a prise à sa dix-septième session, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'organiser une réunion-débat sur les droits des peuples autochtones en ce qui concerne les minéraux critiques pour la transition énergétique. Une transition juste vers des économies, des sociétés et des systèmes énergétiques durables doit être menée de toute urgence et avec le plus grand soin pour éviter de porter atteinte aux droits humains des peuples autochtones. Il est impératif de veiller à ce que la transition énergétique soit juste et à ce qu'elle respecte les droits humains des peuples autochtones et les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration. Le Mécanisme d'experts propose que la

⁸ [A/HRC/EMRIP/2024/2](#).

réunion-débat soit organisée en vue de la soixantième session du Conseil, qui se tiendra en septembre 2025.

13. À sa dix-septième session, le Mécanisme d'experts a décidé que son étude annuelle suivante porterait sur les peuples autochtones et la collecte et la ventilation des données. Avec la participation d'une institution universitaire et du HCDH, il organisera fin 2024 un séminaire d'experts qui viendra compléter cette étude, laquelle sera étayée et étoffée par les contributions des titulaires de droits et des parties prenantes, sollicités au moyen d'un appel ouvert.

14. Le Mécanisme d'experts invite le Conseil à tenir compte des recommandations formulées durant la réunion-débat d'une demi-journée sur les effets de certains projets de développement sur les droits humains des peuples autochtones, en particulier les répercussions sur les femmes autochtones, organisée à la cinquante-quatrième session du Conseil, en septembre 2023.

Proposition 2 : Élaboration de plans d'action nationaux, de mécanismes de suivi nationaux et régionaux efficaces et de lois visant à faire appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

15. Le Mécanisme d'experts se félicite de l'évolution favorable de la situation dans un certain nombre d'États qui ont élaboré ou qui élaborent actuellement, aux niveaux national ou infranational, des plans d'action, des politiques ou des lois visant à faire appliquer la Déclaration, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones. Il se félicite également que les mesures prévues dans ces lois et plans d'action soient appliquées et que des mécanismes efficaces aient été créés pour en assurer le suivi et le financement adéquat.

16. Le Mécanisme d'experts demande au Conseil de continuer d'engager les États à prendre des mesures énergiques pour élaborer des politiques, des lois et des plans d'action nationaux aux fins de l'application de la Déclaration, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, notamment à faire en sorte qu'il soit tenu compte de la Déclaration dans les plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme et dans les autres plans d'action nationaux sur les droits de l'homme.

17. Le Mécanisme d'experts demande aussi au Conseil d'engager les États à faciliter le renforcement des capacités des institutions et mécanismes de suivi des peuples autochtones de superviser en continu l'application de la Déclaration.

18. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'engager les États, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, à nouer un dialogue fructueux et soutenu avec la société civile, les milieux universitaires, les entités des Nations Unies et les acteurs de l'administration publique à tous les niveaux afin de faire progresser l'application de la Déclaration.

19. Le Mécanisme d'experts reste préoccupé par les informations selon lesquelles, dans certains cas, la collaboration entre les peuples autochtones et les États serait au point mort, voire ne pourrait pas être établie. Il souligne que les États Membres doivent accélérer d'urgence l'élaboration de politiques, de lois et de plans d'action nationaux et leur application intégrale, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones. Il demande au Conseil de continuer d'engager les États à prendre des mesures pour mener à bien de telles initiatives.

Proposition 3 : Droits des peuples autochtones dans le cadre de négociations de paix et d'accords de paix et au lendemain d'un conflit

20. Compte tenu de l'accent mis, au douzième alinéa du préambule de la Déclaration, sur la contribution de la démilitarisation des terres et territoires des peuples autochtones à la paix, au progrès économique et social et au développement ainsi qu'à la compréhension et aux relations amicales entre les nations et les peuples du monde, et rappelant l'article 7 2) de la Déclaration, qui consacre le droit qu'ont les peuples autochtones, à titre collectif, de vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts, le Mécanisme d'experts a estimé, lors de la table ronde sur les droits des peuples autochtones dans les situations d'après-conflit et dans le cadre des négociations et des accords de paix tenue à sa

dix-septième session, que les accords de paix et les autres arrangements constructifs jouaient un rôle essentiel dans le règlement des conflits.

21. Les peuples autochtones participent activement au règlement des conflits, y compris aux négociations visant à parvenir à des accords de paix. L'article 30 de la Déclaration dispose qu'il ne peut y avoir d'activités militaires sur les terres ou territoires des peuples autochtones, à moins que ces activités ne soient justifiées par des raisons d'intérêt public ou qu'elles n'aient été librement décidées en accord avec les peuples autochtones concernés, ou demandées par ces derniers. De plus, il fait obligation aux États d'engager des consultations effectives avec les peuples autochtones concernés, par le biais de procédures appropriées et, en particulier, par l'intermédiaire de leurs institutions représentatives, avant d'utiliser leurs terres et territoires pour des activités militaires.

22. Aux termes de l'article 40 de la Déclaration, les peuples autochtones ont le droit d'avoir accès à des procédures justes et équitables pour le règlement des conflits et des différends avec les États ou d'autres parties et à une décision rapide en la matière ainsi qu'à des voies de recours efficaces en cas de violation de leurs droits individuels et collectifs.

23. Sachant que l'établissement des responsabilités, la recherche de la vérité, la réparation, la réforme institutionnelle et la réconciliation sont considérés comme les cinq piliers de la justice transitionnelle et comme des étapes nécessaires pour remédier aux séquelles des violations graves et massives des droits de l'homme et pour instaurer une paix durable, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'exhorter les États à inclure des représentants des peuples autochtones à toutes les étapes de la justice transitionnelle.

24. Le Mécanisme d'experts propose également au Conseil d'exhorter et d'engager vivement les États Membres à appliquer pleinement les accords de paix et autres qu'ils ont conclus avec des peuples autochtones.

25. Le Mécanisme d'experts propose en outre au Conseil d'inviter les États à associer les peuples autochtones aux accords et aux négociations de paix et à tout autre arrangement constructif en tant que véritables partenaires plutôt qu'en tant que bénéficiaires. Le cadre de négociation et les termes de l'accord, y compris les dispositifs d'application et de suivi, devraient être définis de façon concertée, d'un commun accord et sur un pied d'égalité.

26. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'engager les organes, institutions spécialisées et programmes des Nations Unies à surveiller les zones de conflit et à renforcer les capacités des institutions et des représentants des peuples autochtones afin de permettre leur participation effective aux dialogues nationaux, aux processus de justice transitionnelle ainsi qu'aux négociations et aux accords de paix.

27. Le Mécanisme d'experts propose également au Conseil d'engager les États à mettre fin aux conflits qui se déroulent sur les terres et territoires des peuples autochtones, à établir des mécanismes d'arbitrage appropriés en partenariat avec ces derniers et à donner suite aux allégations selon lesquelles des accords auraient été violés. Les méthodes de règlement des conflits devraient tenir compte des approches et des lois autochtones et de la Déclaration, et les autres normes internationales relatives aux droits de l'homme devraient guider les mécanismes de règlement des conflits.

Proposition 4 : Constitutions, lois, politiques, décisions de justice et mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, conformément à l'article 38 de ladite Déclaration

28. Le Mécanisme d'experts se félicite que les participants et participantes à sa dix-septième session aient mesuré l'importance de son étude sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour atteindre les buts énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en application de l'article 38 de ladite Déclaration, et se réjouit du grand nombre d'observations écrites reçues.

29. Le Mécanisme d'experts demande au Conseil d'engager les États à suivre les recommandations contenues dans l'étude. Il réaffirme que la Déclaration a un effet juridique, comme le confirment son application accrue et la jurisprudence positive des organes conventionnels. La Déclaration contribue au développement du droit international et du droit

international coutumier et en reflète les principes généraux. Le Mécanisme d'experts constate qu'elle est de plus en plus souvent interprétée aux niveaux national, régional et international dans la jurisprudence et les décisions de justice se rapportant aux droits des peuples autochtones et, partant, recommande au Conseil d'engager les États à tenir compte des normes du droit coutumier lorsqu'ils forment les fonctionnaires et les magistrats et de nommer davantage de juges autochtones.

30. Le Mécanisme d'experts demande au Conseil d'engager les États à se référer officiellement, dans leur droit interne, à la Déclaration comme à un instrument international universel en matière de droits de l'homme, de façon à ce que les juridictions sachent qu'il convient d'en tenir compte dans l'interprétation du droit interne.

31. Le Mécanisme d'experts recommande au Conseil de prier les États d'appliquer, dans le cadre des réformes législatives, des pratiques favorables à l'inclusion des peuples autochtones, y compris des mécanismes leur permettant de participer directement aux travaux des organes législatifs.

Proposition 5 : Participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil des droits de l'homme

32. Le Mécanisme d'experts salue les mesures prises par le Conseil pour continuer de faciliter la participation des peuples autochtones à ses travaux, en consultation avec eux, conformément à la Déclaration et dans la droite ligne des décisions adoptées à cet égard. Il se félicite de l'engagement du Conseil à réduire encore les obstacles (tels que les barrières linguistiques et les difficultés liées à l'obtention des visas) à cette participation et des mesures visant à l'encourager, que ce soit en ligne ou en présentiel.

33. Le Mécanisme d'experts accueille avec satisfaction la décision du Conseil d'organiser, avant février 2025, deux réunions intersessions au sujet des lieux et modalités de participation ainsi que des critères et du mécanisme d'accréditation. Il se réjouit de la nomination de coanimateurs – l'un représentant les États, l'autre les peuples autochtones – chargés de fournir une assistance dans le cadre des réunions intersessions sur les moyens concrets de renforcer la participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil. Il engage ce dernier à élaborer et à adopter, sur la base des résultats obtenus à l'intersessions, une résolution sur le renforcement de la participation des peuples autochtones à ses travaux.

34. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil de continuer à promouvoir la participation des peuples autochtones à ses dialogues avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et avec lui-même, ainsi qu'à ses réunions-débats d'une demi-journée.

35. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'inviter le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones à aider des représentants ou représentantes des peuples autochtones des sept régions socioculturelles à prendre part aux réunions consacrées au renforcement de la participation, comme l'a recommandé le Conseil au paragraphe 14 de sa résolution 51/18, à garantir une représentation équilibrée des régions et des sexes et à favoriser l'accélération des efforts visant à faciliter, garantir et porter à son maximum la participation des organisations et institutions politiques des peuples autochtones aux prochaines réunions intersessions et à mobiliser des ressources à cette fin.

Proposition 6 : Protection des défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme et des responsables autochtones

36. Compte tenu de la situation critique à laquelle les défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme et les responsables autochtones continuent de faire face quotidiennement dans le monde entier, notamment en ce qui concerne les droits à la terre, aux territoires et aux ressources naturelles, le Mécanisme d'experts exhorte le Conseil à demander aux États de mettre un terme aux violations commises par eux ou par des entreprises et à garantir aux défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme et aux responsables autochtones, sans discrimination aucune, un cadre de vie et un milieu de travail sûrs, la sécurité et une protection adéquate. À cette fin, les États doivent reconnaître publiquement le rôle essentiel joué par les défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme et les responsables autochtones, réformer les lois qui restreignent ou incriminent

leurs activités, s'abstenir de tout acte visant à entraver leurs activités ou à compromettre leur intégrité et adopter les mesures voulues pour les protéger contre toutes formes de menace, d'intimidation, de harcèlement et d'attaque, y compris contre le harcèlement et l'intimidation en ligne.

37. Le Mécanisme d'experts propose également au Conseil de prier les États Membres de veiller à ce que les responsabilités soient établies en enquêtant rapidement et efficacement sur toutes les violations des droits commises contre des peuples autochtones ou des défenseurs ou défenseuses autochtones des droits de l'homme, de mettre des recours utiles à la disposition des victimes et de garantir le principe de non-répétition en cas de violation de leurs droits.

Proposition 7 : Représailles exercées contre des défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme, des titulaires de mandat et des responsables autochtones

38. Le Mécanisme d'experts rappelle et souligne que les organismes des Nations Unies se sont engagés à organiser des événements auxquels toute personne peut participer dans un environnement inclusif, respectueux et sûr, sans avoir à craindre d'être exposée à des actes d'intimidation ou de harcèlement ou à des représailles de quelque type que ce soit, comme le prévoit le Code de conduite pour la prévention du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, lors des événements du système des Nations Unies. Il exhorte le Conseil à demander aux États de se comporter avec intégrité et respect envers tous les participants et participantes qui assistent ou sont associés à l'une de ses réunions et d'observer les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. Il l'exhorte également à réaffirmer fermement que tout acte de harcèlement ou de représailles est inadmissible et qu'il y sera répondu rapidement. Il lui recommande de condamner les actes d'intimidation et les représailles, y compris transnationales, exercés contre des défenseurs ou défenseuses autochtones des droits de l'homme, des titulaires de mandat ou des responsables autochtones en raison de leur collaboration avec les organismes des Nations Unies ou de leur participation à leurs travaux.

39. Le Mécanisme d'experts demande au Conseil de rappeler les préoccupations formulées et les mesures proposées dans ses résolutions 51/18 (par. 27 et 28) et 54/12 (par. 32 et 33), notamment son inquiétude face à la multiplication des cas de représailles contre des défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme. Il lui demande également d'exhorter les États à adopter des mesures d'urgence pour garantir la protection requise aux responsables autochtones et à leurs communautés, à condamner tous les actes de représailles ciblant des défenseurs ou défenseuses autochtones des droits de l'homme et à examiner toutes les allégations concernant de tels actes, y compris ceux commis contre des personnes qui, dans le cadre d'un mandat au titre d'une procédure spéciale, œuvrent ou ont œuvré en faveur des droits des peuples autochtones, ou contre des représentants de peuples autochtones ayant pris part à ses sessions. Il le prie en outre d'exhorter les pays hôtes d'entités de l'ONU et les pays qui accueillent une manifestation de l'ONU de veiller à ce qu'un visa soit accordé sans discrimination ni délai à tous les autochtones qui souhaitent participer à une réunion de l'Organisation.

Proposition 8 : Renforcement de la collaboration entre les États Membres et le Mécanisme d'experts

40. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil de continuer à engager les États Membres à collaborer à ses travaux, notamment en soumettant des contributions à ses études et rapports, en assistant et en participant à ses sessions annuelles et en formulant par écrit et oralement des observations sur ses études et rapports. Il l'exhorte à éliminer toutes les restrictions financières qui, dans le contexte de la présente crise de liquidités ou d'une crise future, auraient pour effet de limiter l'exercice plein et effectif de son mandat, y compris les activités intersessions, telles que les missions de collaboration avec les pays, les réunions intersessions et les séminaires d'experts.

41. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'engager vivement les États et les peuples autochtones à collaborer plus activement avec lui dans le cadre de son mandat et conformément à la résolution 33/25 du Conseil, en soumettant des demandes d'assistance technique et de facilitation du dialogue, notamment aux fins de l'application des recommandations relatives aux peuples autochtones formulées à l'issue de l'Examen

périodique universel ou émanant des organes conventionnels et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Le Conseil devrait aussi engager les États à répondre favorablement aux demandes soumises par les peuples autochtones en application du paragraphe 2, alinéas c) et e), de cette résolution, à saisir les occasions de dialogue offertes par ces demandes et à faciliter l'organisation de missions de collaboration afin de permettre au Mécanisme d'experts de s'acquitter pleinement de son mandat.

Proposition 9 : Droits des peuples autochtones dans les territoires non autonomes

42. Le Mécanisme d'experts se félicite de ce qu'a fait le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, créé en 1961 par l'Assemblée générale, pour réviser la liste des territoires non autonomes.

43. Dans ce contexte, le Mécanisme d'experts exhorte le Conseil à demander aux États Membres de veiller à ce que les droits des peuples autochtones vivant dans les territoires non autonomes, ou dans ceux qui attendent d'être inscrits sur la liste, soient pleinement reconnus et respectés, en particulier le droit à l'autodétermination et à l'autoadministration, tel que le consacre la Déclaration.

Proposition 10 : Décennie internationale des langues autochtones

44. Le Mécanisme d'experts propose de nouveau au Conseil d'engager les États à nouer un dialogue fructueux et soutenu avec les peuples autochtones, les universitaires, la société civile et les autres acteurs publics comme privés en vue d'adopter et d'appliquer le Plan d'action mondial de la Décennie internationale des langues autochtones, en tenant compte du large éventail de droits de l'homme en jeu dans la promotion et la réalisation des droits linguistiques autochtones. Son étude sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les autres mécanismes ayant mis en avant certains cas préoccupants à cet égard, il estime qu'une attention particulière devrait être accordée à la coordination de ces différents mécanismes, l'idée étant que la reconnaissance constitutionnelle des langues autochtones se traduise par la fourniture d'un soutien pratique aux communautés linguistiques, y compris un aménagement linguistique, le financement approprié des activités menées par les communautés, des activités d'analyse, une revitalisation et des mesures éducatives.

45. Peu de plans d'action étant adoptés aux échelons local et national, le Mécanisme d'experts recommande de nouveau au Conseil d'engager les États à prendre des mesures spécifiques, efficaces et rapides pour exécuter le Plan d'action mondial aux niveaux local et national, d'une manière culturellement appropriée et en étroite consultation et coopération avec les peuples autochtones, et à dûment financer ces mesures. Il l'engage à contribuer à l'évaluation et au suivi de l'exécution des plans d'action nationaux et souligne que les États et l'UNESCO devraient prévoir des crédits suffisants à cet effet. Il propose que l'UNESCO se dote d'un mécanisme interne adapté aux besoins des peuples autochtones et composé de membres de ces peuples et qu'elle organise une session annuelle sur la réalisation des objectifs de la Décennie internationale, en assurant la participation pleine et entière des peuples autochtones à l'élaboration puis à l'exécution des stratégies, initiatives, politiques et lois voulues.

46. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'envisager de promouvoir l'idée d'une convention sur les langues des peuples autochtones.

Proposition 11 : Droit des peuples autochtones au développement durable

47. Faisant écho aux considérations et aux préoccupations formulées par des peuples autochtones à sa quinzième session annuelle au sujet des conséquences particulières que les projets de développement exécutés sur leurs territoires ont pour les femmes autochtones, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'exhorter les États à respecter et à garantir le droit des peuples autochtones d'être consultés, en vue d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé, et à assurer le respect et la pleine application des accords résultant de négociations justes et équitables. Les États devraient prendre toutes les mesures voulues, y compris par la voie législative, pour que les entreprises commerciales dont le siège ou les activités se situent

sur leur territoire agissent avec la diligence requise et se conforment aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, et qu'elles leur communiquent toutes les données exigées.

48. Dans la droite ligne de son séminaire sur le droit des peuples autochtones aux économies traditionnelles, au développement durable et à la sécurité alimentaire à l'ère du changement climatique, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'exhorter les États à contribuer à la reconnaissance, au perfectionnement et au renforcement des économies traditionnelles des peuples autochtones ainsi qu'au développement des capacités des institutions établies par ces peuples de participer directement aux activités des organes de gestion et de décision engagés dans les dialogues concernant les économies traditionnelles et les droits y relatifs. Il propose également que les États contribuent à la reconnaissance, au perfectionnement et au renforcement des approches de la gestion foncière et maritime mises en place par les peuples autochtones.

49. Le Mécanisme d'experts exhorte le Conseil à examiner les incidences négatives des obstacles et des mesures qui portent atteinte à la jouissance par les peuples autochtones de leurs droits humains, y compris les droits à la santé, à un environnement propre et à la coopération internationale, qui limitent les possibilités pour ces peuples d'accéder au développement durable et qui entravent les conditions d'un tel développement. Il lui demande de travailler avec les États pour éliminer, réduire au minimum et atténuer ces incidences.

Proposition 12 : Santé et bien-être des peuples autochtones

50. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'exhorter les États à prendre acte de la résolution 76.16 de l'Assemblée mondiale de la Santé, du 30 mai 2023, sur la santé des peuples autochtones⁹ et à adopter des mesures visant à lui donner effet, en particulier en ce qui concerne les paragraphes dans lesquels les États membres de l'Organisation mondiale de la Santé sont instamment invités à élaborer, financer et exécuter des plans et des stratégies de santé nationaux, entre autres, pour répondre explicitement aux besoins des peuples autochtones, largement défavorisés dans les domaines de la santé et du bien-être au regard de nombreux indicateurs.

Proposition 13 : Peuples autochtones et communautés locales

51. Conformément au document final de la réunion qu'il a tenue à Rome, en février 2024, avec l'Instance permanente sur les questions autochtones et le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones¹⁰, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'engager les États à adopter et à appliquer des politiques différenciées qui respectent et renforcent le statut et les droits des peuples autochtones. Ces politiques devraient reposer sur le principe selon lequel on ne peut pas appliquer aux peuples autochtones de catégories ou de termes, comme « communautés locales », autres que ceux qu'eux-mêmes utilisent pour se dénommer, en particulier lorsqu'il est question de leurs droits.

52. Avec le Rapporteur spécial et l'Instance permanente, le Mécanisme d'experts a constaté que, dans nombre de conventions et de processus, le terme « peuples autochtones » est utilisé en conjonction avec d'autres termes ambigus tels que « communautés locales », quand bien même les caractéristiques, la nature et l'origine des droits des peuples autochtones sont fort différentes de celles des autres groupes. La Déclaration témoigne indéniablement de ce que la communauté internationale est déterminée à protéger les droits individuels et collectifs des peuples autochtones. Ces droits, de même que la participation des peuples autochtones, ont été renforcés et leur importance réaffirmée en 2014 lors de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

⁹ Voir https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA76/A76_R16-fr.pdf.

¹⁰ Voir <https://www.ohchr.org/fr/hrc-subsiaries/expert-mechanism-on-indigenous-peoples/activities>.

Proposition 14 : Bien-être des enfants autochtones

53. Comme suite à la mission de collaboration qu'il a effectuée en Australie en octobre 2023¹¹, le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'engager les États à reconnaître que le droit fondamental à l'autodétermination devrait influencer, orienter et sous-tendre tout plan, toute politique ou toute organisation ayant une incidence sur les peuples autochtones, en particulier lorsque le bien-être des enfants autochtones est en jeu. La reconnaissance du droit à l'autodétermination est essentielle pour les peuples autochtones dans ce domaine. Les services publics responsables de la protection de l'enfance devraient soutenir et véritablement faciliter l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

Proposition 15 : Application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

54. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil de prendre note de la nécessité de renforcer l'application du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies visant à garantir l'unité de l'action menée pour réaliser les objectifs définis dans la Déclaration.

55. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil de préconiser que la Déclaration soit davantage utilisée comme une source d'interprétation dans le cadre des travaux des organes conventionnels et de l'Examen périodique universel.

Proposition 16 : Utilisation de la majuscule

56. Le Mécanisme d'experts demande au Conseil de noter, de confirmer et d'appliquer la pratique consistant à employer la majuscule pour écrire « Peuples autochtones », dans tous les documents officiels et dans toutes les langues officielles de l'Organisation¹².

IV. Organisation de la session**A. Participation**

57. Le Mécanisme d'experts a tenu sa dix-septième session à Genève, du 8 au 12 juillet 2024. Les sept experts qui le composent étaient présents : Anexa Brendalee Alfred Cunningham (Nicaragua), Binota Moy Dhamai (Bangladesh), Dalee Sambo Dorough (États-Unis d'Amérique), Antonina Gorbunova (Fédération de Russie), Sheryl Lightfoot (Canada), Ojot Miru Ojulu (Éthiopie) et Valmaine Toki (Nouvelle-Zélande).

58. Des représentants et représentantes d'États, de parlements, d'organismes nationaux, de peuples autochtones et d'organisations de peuples autochtones, de programmes, d'entités et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'institutions nationales et régionales des droits de l'homme, d'organisations non gouvernementales et d'universités ont participé à la session en qualité d'observateurs.

59. Ont également participé à la session Marjolaine Étienne, membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones ; José Francisco Calí Tzay, Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones ; Hindou Oumarou Ibrahim, Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones ; Yvonne Donders, membre du Comité des droits de l'homme.

¹¹ Voir <https://www.ohchr.org/fr/hrc-subsiaries/expert-mechanism-on-indigenous-peoples/expert-mechanism-advice-under-country-engagement-mandate>.

¹² Voir le document publié sous la cote A/77/460, qui contient un projet de résolution dans lequel la majuscule est utilisée pour la première fois dans certaines langues. La majuscule à « Indigenous » a ensuite été étendue à d'autres termes, comme « Indigenous persons », « Indigenous children » et « Indigenous women ».

60. En tout, 32 activités portant sur un large éventail de questions se rapportant aux droits des peuples autochtones ont été organisées en marge de la session. On en trouvera la liste complète sur la page Web du Mécanisme d'experts¹³.

B. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

61. Le Chef Deskaheh Steve Jacobs a prononcé une prière cérémoniale d'ouverture, après quoi la Présidente sortante du Mécanisme d'experts, M^{me} Lightfoot, a déclaré ouverte la dix-septième session et souhaité la bienvenue au Président du Conseil des droits de l'homme. L'ordre du jour provisoire a été adopté¹⁴.

62. Le Président du Conseil a fait référence la résolution 54/12, adoptée en octobre 2023, dans laquelle le Conseil avait pris note avec satisfaction des travaux du Mécanisme d'experts et décidé de continuer à examiner et développer les moyens de faciliter encore la participation des représentants et institutions des peuples autochtones à ses travaux, notamment en organisant une réunion intersessions de deux jours avant sa cinquante-septième session et une autre avant sa cinquante-huitième session, afin de faciliter un dialogue sur les moyens concrets de renforcer la participation des peuples autochtones à ses travaux. Il a également mentionné le problème des actes de représailles et d'intimidation commis contre des défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme et demandé à tous les États de respecter et de protéger les personnes qui coopéraient avec des organismes des Nations Unies ou qui les représentaient.

63. Dans sa déclaration liminaire¹⁵, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a dit qu'il était essentiel d'apprécier et de mettre à l'honneur les connaissances et les points de vue des peuples autochtones, notant que leurs connaissances traditionnelles et leurs droits sur leurs territoires et ressources étaient souvent ignorés. Constatant que les défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme faisaient l'objet d'un nombre croissant de menaces et de violences, il a exhorté les États à mettre en place des mécanismes de protection plus solides et à faire en sorte que les personnes qui commettaient ou tentaient de commettre de telles infractions afin de réduire les défenseurs et défenseuses autochtones des droits de l'homme au silence rendent pleinement compte de leurs actes. Il s'est félicité des progrès accomplis dans l'application de la Déclaration, soulignant toutefois la persistance de certaines difficultés, comme le fait que la transposition dans le droit interne était insuffisante dans certaines régions ou que la mise en œuvre des réformes nécessaires était inadaptée et incomplète. Il a insisté sur la nécessité de prendre des mesures pour assurer une participation accrue et effective des peuples autochtones à la vie publique et à la vie politique. Enfin, il a demandé que les 22 engagements concrets en faveur des droits des peuples autochtones pris dans le cadre de l'initiative Droits humains 75 soient respectés.

C. Élection du Bureau

64. La Présidente sortante du Mécanisme d'experts a invité les membres du Mécanisme à nommer un président-rapporteur ou une présidente-rapporteuse et des vice-président(e)s pour la période 2024-2025. M. Dhamai a désigné M^{me} Toki Présidente-Rapporteuse et M^{mes} Dorough et Alfred Cunningham Vice-Présidentes. Toutes trois ont été nommées par acclamation.

¹³ Voir <https://www.ohchr.org/fr/events/sessions/2024/17th-session-expert-mechanism-rights-indigenous-peoples>.

¹⁴ A/HRC/EMRIP/2024/1.

¹⁵ Voir <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2024/07/hc-turk-it-crucial-value-and-honour-knowledge-and-perspectives>.

V. Étude et avis sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour atteindre les buts énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en application de l'article 38 de ladite Déclaration

65. En ouverture des débats sur le point 3 de l'ordre du jour, la Présidente-Rapporteuse a présenté le projet d'étude sur les constitutions, les lois, la législation, les politiques, les décisions de justice et les mécanismes sur lesquels les États s'appuient pour atteindre les buts énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en application de l'article 38 de ladite Déclaration. Le Mécanisme d'experts avait reçu une cinquantaine de contributions de diverses parties prenantes dont l'analyse alimenterait l'étude.

66. La Présidente-Rapporteuse a noté que la Déclaration faisait la synthèse de tout un éventail de droits humains déjà consacrés par différents instruments internationaux et cités dans la jurisprudence internationale relative aux peuples autochtones. Si l'étude avait pour principal objet l'application de l'article 38 de la Déclaration, celui-ci devait être analysé en conjonction avec les autres dispositions de la Déclaration qui y étaient étroitement liées.

67. La Déclaration revêtait une grande importance juridique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle représentait l'expression des obligations en matière de promotion et de respect des droits de l'homme découlant de la Charte des Nations Unies, que les États Membres étaient tenus de remplir. Deuxièmement, elle imposait aux États l'obligation morale d'agir dans le respect des droits fondamentaux de l'homme. Troisièmement, elle était un instrument qu'il était non seulement pertinent mais obligatoire de prendre en considération dans le cadre du contrôle juridictionnel et pouvait être utilisée pour interpréter les lois. Quatrièmement, elle avait contribué à définir des principes généraux du droit international et du droit international coutumier. L'étude comprenait des exemples d'initiatives récentes montrant comment la Déclaration pouvait être appliquée par les États Membres en collaboration avec les peuples autochtones.

68. L'étude se concluait par l'avis du Mécanisme d'experts n° 17 (2024), qui portait sur les mesures, notamment les réformes constitutionnelles et autres réformes législatives et les mesures judiciaires, que les États, les peuples autochtones et les autres parties prenantes pouvaient prendre pour reconnaître et réaliser au niveau local les droits des peuples autochtones énoncés dans la Déclaration, en transformant les structures juridiques plus vastes portant sur des domaines clés et en mettant en place des organes de suivi capables de créer une dynamique politique qui fasse progresser les droits des peuples autochtones dans l'ensemble de la société.

69. Les participants et participantes ont exprimé leurs préoccupations et formulé des recommandations tendant, principalement, à ce que le Mécanisme d'experts engage les États à s'acquitter de leurs obligations, à consulter les peuples autochtones et à tenir compte de leurs avis concernant l'application de la Déclaration. D'autres recommandations et inquiétudes portaient sur les incidences des processus législatifs et des réformes constitutionnelles et leurs effets concrets dans la vie quotidienne des peuples autochtones.

VI. Réunion de coordination avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits des peuples autochtones

70. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, les membres du Mécanisme d'experts se sont entretenus en séance privée avec la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et une représentante du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones. Ils ont examiné les questions ci-après : informations actualisées sur les activités conjointes prévues pour la période 2024-2025 ; choix et coordination des études thématiques ; coordination des activités menées au titre de la collaboration avec les pays ;

nécessité de faire la distinction entre peuples autochtones et communautés locales ; peuples autochtones en isolement volontaire et premier contact ; représailles et intimidations exercées contre des représentants et représentantes des peuples autochtones ; répercussions des changements environnementaux sur les terres et territoires des peuples autochtones ; collaboration entre les mécanismes.

VII. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

71. Au titre du point 5 de l'ordre du jour, M^{me} Gorbunova, membre du Mécanisme d'experts, a ouvert le dialogue avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, la membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones et la membre du Comité des droits de l'homme. Ce dialogue a porté sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

72. Le Rapporteur spécial a attiré l'attention sur son rapport sur la visite officielle qu'il avait effectuée en Colombie en mars 2024, qui serait soumis au Conseil des droits de l'homme en septembre 2024. Il a indiqué que son rapport thématique, qui serait présenté à l'Assemblée générale en octobre 2024, porterait sur les défis rencontrés par les peuples autochtones qui étaient pasteurs, chasseurs-cueilleurs, nomades ou transfrontaliers ou qui vivaient en isolement volontaire. Il s'est également fait l'écho de l'appel au renforcement de la coordination et de la complémentarité entre les mécanismes de défense des droits des peuples autochtones, l'objectif étant de garantir la protection de ces droits.

73. La Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones a donné un aperçu des travaux menés par l'Instance permanente à sa dernière session, qui était axée sur le droit à l'autodétermination et la jeunesse autochtone. Elle a rappelé qu'il fallait faire la distinction entre les peuples autochtones et les communautés locales, attiré l'attention sur la Journée internationale des peuples autochtones, qui serait célébrée le 9 août, et souligné l'importance de la collaboration entre toutes les entités des Nations Unies.

74. La membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones a décrit l'appui fourni par le Fonds à des représentants et représentantes autochtones dans le cadre de diverses manifestations de l'ONU. En 2023, le Fonds avait ainsi aidé 126 personnes venant de 47 pays à prendre part à 14 manifestations de l'Organisation. Il cherchait en priorité à promouvoir une participation significative et, à cette fin, collaborait avec plusieurs parties prenantes dans le domaine du renforcement des capacités en proposant des formations en ligne et en présentiel tout au long de l'année.

75. La membre du Comité des droits de l'homme a expliqué que les travaux du Comité sur le suivi de l'application Pacte international relatif aux droits civils et politiques reposaient essentiellement sur deux outils : les procédures d'examen des rapports nationaux et les échanges confidentiels avec des particuliers. Elle a indiqué, exemples à l'appui, que le Comité recourait de plus en plus à la Déclaration, dont les normes servaient à interpréter le Pacte.

76. Les participants et participantes ont fait part de leurs préoccupations relatives à la terminologie et à la distinction entre peuples autochtones et communautés locales, à la reconnaissance par l'État de l'identité autochtone et à la nécessité pour ces peuples d'avoir pleinement voix au chapitre dans l'élaboration des politiques. Ils ont également exprimé le souhait de conduire une étude sur le lien entre le droit à la propriété foncière des peuples autochtones et la protection et la conservation de l'environnement.

VIII. Activités dans les pays

77. En ouverture des débats sur le point 6 de l'ordre du jour, M^{me} Lightfoot, membre du Mécanisme d'experts, a rappelé l'objectif de la mission de collaboration du Mécanisme d'experts, qui consistait à analyser les lois et politiques nationales, à faciliter le dialogue entre

les demandeurs et les parties prenantes, à observer l'application des lois et politiques en lien avec la Déclaration, à fournir des conseils indépendants à cet égard et à aider les États à donner suite aux recommandations se rapportant aux droits des peuples autochtones formulées par d'autres mécanismes des droits de l'homme. Elle a rendu compte des deux missions de collaboration conduites depuis la session annuelle précédente, la première en Australie, en octobre 2023, et la seconde en Norvège, en mars 2024.

78. Une représentante du Noongar Family Safety and Wellbeing Council s'est félicitée des effets positifs qu'avait eus la mission de collaboration sur les efforts visant à remédier au problème de l'éloignement d'enfants aborigènes de leur famille et de leur communauté, qui se posait encore aujourd'hui. Elle a reconnu que l'État allouait davantage de ressources aux organisations aborigènes locales offrant des services de prise en charge extrafamiliale, mais qu'il fallait encore lutter contre la discrimination systématique dans le cadre du système de protection de l'enfance en procédant à des changements structurels et à des réformes stratégiques pilotées par des Aborigènes et en promouvant le droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes. La représentante du Gouvernement de l'Australie occidentale a souligné l'attachement de l'Australie à l'Accord national « Closing the Gap » (Comblér l'écart) et présenté certaines des mesures prises pour appliquer la Déclaration, telle que le plan d'action décennal, élaboré en consultation avec les populations aborigènes, qui visait à réduire le nombre d'enfants aborigènes placés en dehors de leur milieu familial et à promouvoir les stratégies de protection de l'enfance. Elle a réaffirmé que le Gouvernement de l'Australie occidentale était déterminé à travailler en étroite collaboration avec les Premières Nations pour répondre aux préoccupations concernant la protection des enfants autochtones.

79. La représentante du Conseil sâme a salué le rôle joué par le Mécanisme d'experts, qui avait facilité le dialogue entre le Conseil sâme, le Parlement sâme de Norvège et le Gouvernement en ce qui concernait les droits des Sâmes à leurs terres, à leurs pratiques de subsistance et à leur culture. Elle a indiqué que le Conseil sâme espérait un résultat qui contribuerait au respect et à l'application du droit au consentement préalable, libre et éclairé, tel qu'énoncé dans la Déclaration et dans d'autres instruments internationaux. La Présidente du Parlement sâme a souligné que les Sâmes continuaient de voir leurs droits sur leurs terres et leurs ressources violés et qu'aucune mesure spécifique n'avait été prise en matière d'interprétation juridique pour appliquer les dispositions de la Déclaration. Elle a souligné qu'il incombait à la Norvège de reconnaître et de renforcer les droits humains des autochtones aux plans national et international, conformément au droit international. Le représentant du Gouvernement norvégien a affirmé que les principes de consultation et de consentement préalable, libre et éclairé faisaient partie intégrante de l'ordre juridique national et que la Norvège avait l'obligation de consulter le peuple sâme, ce qu'elle faisait par l'intermédiaire d'institutions telles que le Parlement sâme, obligation qui reposait notamment sur la loi sur les Sâmes et sur l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

80. Plusieurs représentants et représentantes des peuples autochtones ont dit adhérer à la mission de collaboration du Mécanisme d'experts et ont demandé aux États Membres et aux organisations des peuples autochtones de s'engager dans un tel processus pour faire progresser les droits de ces peuples.

IX. Décennie internationale des langues autochtones

81. Au titre du point 7 de l'ordre du jour, M. Ojulu, membre du Mécanisme d'experts, a souligné que la Décennie internationale était dans sa troisième année de mise en œuvre et qu'il était nécessaire de faire un point sur les progrès accomplis et les défis rencontrés dans l'exécution du Plan d'action mondial. L'orateur a rappelé que, en 2023, le Mécanisme d'experts avait proposé au Conseil des droits de l'homme d'engager, d'une part, les États à établir un dialogue soutenu avec les peuples autochtones et, d'autre part, les autres acteurs clefs à adopter et appliquer le Plan d'action mondial selon une approche fondée sur les droits de l'homme, conformément à la Déclaration.

82. La représentante de l'UNESCO a noté que, en juillet 2024, 17 plans d'action nationaux avaient été établis et que 18 autres étaient en cours d'élaboration. Ces instruments

portaient sur divers domaines thématiques tels que l'éducation, la biodiversité, la culture et l'autonomisation numérique. L'intervenante a souligné que les États d'Afrique, les États arabes et les États d'Asie devaient s'investir davantage. Dans le cadre de ses efforts de collaboration, l'UNESCO avait mis en place des initiatives visant à revitaliser les langues et technologies autochtones et lancé le Programme de travail conjoint sur les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle. D'autres projets, portant sur la réforme de l'éducation, la création de médias autochtones et l'élaboration d'un guide éducatif multilingue, étaient prévus.

83. Nechey Serotetto, représentante de la jeunesse autochtone, a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour aider les peuples autochtones à créer des médias en langues autochtones, notamment en utilisant les technologies numériques, afin de renforcer les capacités des communautés autochtones, de garantir l'accès à l'information, de préserver les connaissances culturelles et les langues autochtones et de les transmettre à la jeunesse et de contribuer à la réalisation des objectifs de la Décennie.

84. Mariam Wallet Aboubakrine, représentante autochtone, s'est exprimée au sujet du Programme de travail conjoint, qui visait à soutenir la Convention sur la diversité biologique. Elle a rappelé que, comme souligné dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, la diversité biologique et la diversité culturelle étaient interdépendantes et qu'il importait de vivre en harmonie avec la nature. Par ailleurs, une telle approche était conforme à l'idée selon laquelle la préservation des langues autochtones était essentielle à la conservation de la biodiversité. L'oratrice a encouragé la participation active des peuples autochtones, en tant que détenteurs de droits, au Programme de travail conjoint dans le but de renforcer les liens entre les langues autochtones et la conservation de la diversité culturelle et biologique.

85. Les participants et participantes se sont dits préoccupés par la menace croissante qui pesait sur les langues autochtones et ont exhorté le Mécanisme d'experts à recommander au Conseil que tous les États prennent des mesures concrètes pour prévenir la disparition des langues autochtones et pour les revitaliser.

X. Table ronde sur les droits des peuples autochtones dans les situations d'après-conflit et dans le cadre des négociations et des accords de paix

86. Au titre du point 8 de l'ordre du jour, le Mécanisme d'expert a tenu une table ronde sur les droits des peuples autochtones dans les situations d'après-conflit et dans le cadre des négociations et accords de paix, thème fermement ancré dans la Déclaration et dans les normes et règles internationales relatives aux droits de l'homme.

87. M. Dhamai, membre du Mécanisme d'experts, a ouvert le débat en rappelant que, en vertu de de l'article 7 2) de la Déclaration, les peuples autochtones avaient le droit, à titre collectif, de vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts. Il a souligné l'importance des accords de paix et des autres arrangements constructifs dans le règlement des conflits ainsi que le rôle essentiel joué par les peuples autochtones, qui pouvaient contribuer à mettre fin aux hostilités en participant activement aux négociations de paix avec les États.

88. Les intervenants et intervenantes ont fait part de leur expérience sur le terrain en donnant des exemples de difficultés rencontrées par des peuples autochtones en situation de conflit pour ce qui était d'exercer leurs droits. Selon la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, les peuples autochtones devaient être associés aux négociations de paix et la Déclaration devait être au cœur de toutes les négociations et accords de paix afin de protéger les droits de ces peuples et d'instaurer un cadre fondé sur la justice, la réconciliation et le respect. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones a indiqué que ces peuples avaient participé à de nombreux processus de paix mais que, en dépit de cela, ils avaient jugé la mise en œuvre des accords décevante, ce qui venait d'ajouter à la dette historique au regard de leurs droits. Il a demandé que les peuples autochtones soient associés aux processus de paix à tous les niveaux, y compris au stade de l'application des

accords. Gam Shimray, représentant de l'Asia Indigenous Peoples Pact, a parlé des mesures et initiatives prises par les États, les peuples autochtones et d'autres parties prenantes en application des articles 3 à 6 et de l'article 7 2) de la Déclaration. Il a recommandé qu'un plan d'action tenant compte des besoins des femmes et des jeunes soit élaboré à l'échelle du système aux fins de l'application de la Déclaration, y compris en matière de consolidation de la paix. Belkis Izquierdo, juge près la Juridiction spéciale pour la paix, en Colombie, a examiné, sous l'angle juridique, la question de la participation des peuples autochtones aux négociations de paix et aux processus suivant la conclusion d'un accord en Colombie. Elle a noté que le succès et la légitimité de ces efforts dépendaient de la participation des peuples autochtones et de la reconnaissance de leurs capacités de s'attaquer aux causes structurelles des conflits et d'y remédier ainsi que de la nécessité de garantir l'exercice par ces peuples de leurs droits sur leurs territoires. Aminata Diallo, représentante de l'association Tinhinan-Canada, a souligné que les situations de conflit qui touchaient de nombreuses régions du monde résultaient de la non-application des accords de paix, dont l'échec était bien souvent dû au fait qu'ils ne reflétaient pas correctement les besoins et les réalités de toutes les parties prenantes, y compris les peuples autochtones.

89. Les participants et participantes ont exhorté les États Membres et les parties prenantes à associer les peuples autochtones aux processus et aux négociations de paix et à faire en sorte que leurs voix soient entendues et leurs droits respectés à tous les niveaux. Il a également été recommandé que soient mis en place des mécanismes chargés de suivre l'application des accords de paix et de mener de nouvelles études sur les conséquences de la non-application de ces accords.

XI. Renforcement de la participation des peuples autochtones aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

90. En ouverture du débat sur le point 9 de l'ordre du jour, M^{me} Dorough, Vice-Présidente du Mécanisme d'experts, s'est référée à la Déclaration ainsi qu'à la décision prise par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 54/12 de continuer d'examiner et de développer les moyens de faciliter encore la participation des représentants et institutions des peuples autochtones à ses travaux, notamment dans le cadre de la réunion intersessions de deux jours devant se tenir avant sa cinquante-huitième session. Les débats ont porté sur les critères d'accréditation et les modalités de participation des peuples autochtones aux activités du Conseil.

91. Ángela Chávez Bietti, Représentante permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, s'est dite favorable à l'établissement d'un statut régissant la participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil. Elle a exhorté le Mécanisme d'experts, les représentants et représentantes des peuples autochtones et les États Membres à participer de manière constructive aux réunions intersessions du Conseil et à formuler des recommandations concrètes qui déboucheraient sur des propositions réalistes et des résultats tangibles. Elle a réaffirmé que le Guatemala soutenait le renforcement de la participation des peuples autochtones.

92. Kenneth Deer, membre de la Commission des relations extérieures de la Confédération des Haudenosaunee, a rappelé que les peuples autochtones se démenaient depuis longtemps pour participer aux travaux de l'ONU. Selon lui, il importait de reconnaître le droit intrinsèque de ces peuples à l'autodétermination et il était urgent que l'ONU fasse en sorte qu'ils puissent participer pleinement aux travaux des organismes du système et qu'ils aient voix au chapitre.

93. Leslie E. Norton, Représentante permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a réaffirmé que le Canada était déterminé à renforcer la participation des peuples autochtones aux travaux de l'ONU. Elle a souligné que les États Membres et les peuples autochtones devaient collaborer afin de définir conjointement les principes sur lesquels reposeraient les modalités de participation et les mécanismes et critères d'accréditation. Le Canada était favorable à un mécanisme d'accréditation indépendant dirigé par des représentants des peuples autochtones des sept

régions socioculturelles. Le processus de participation aux travaux du Conseil devrait être conforme aux droits énoncés dans la Déclaration.

94. Pirita Nakkalajarvi, Présidente du Parlement sâme de Finlande et représentante de l'Organe de coordination pour le renforcement de la participation des peuples autochtones aux travaux de l'ONU, a salué les progrès accomplis en matière de renforcement de la participation et s'est félicitée, en particulier, des réunions intersessions prévues pour les 18 et 19 juillet et les 17 et 18 octobre 2024. Elle a souligné que, dans le cadre de ces efforts, il était nécessaire d'organiser des consultations inclusives, y compris des dialogues régionaux, et que les États Membres devaient collaborer et avoir des échanges soutenus avec les peuples autochtones. Le statut accordé à ces peuples devrait refléter leur droit à l'autodétermination et être aligné sur les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, dont la Déclaration et d'autres normes du droit international.

95. D'autres membres du Mécanisme d'experts et plusieurs États Membres se sont dits favorables à ce que les obstacles à la participation des peuples autochtones aux travaux des organismes des Nations Unies soient éliminés et à ce qu'un nouveau statut soit créé pour régir cette participation.

XII. Travaux futurs du Mécanisme d'experts et examen de la suite donnée à ses études thématiques et avis

96. En ouverture du débat sur le point 10 de l'ordre du jour, M^{me} Alfred Cunningham, Vice-Présidente du Mécanisme d'experts, a expliqué que les études et les avis du Mécanisme visaient à mieux faire comprendre les dispositions de la Déclaration et à proposer des mesures spécifiques que les États, les peuples autochtones, la société civile, les organisations internationales, les institutions nationales des droits de l'homme et d'autres acteurs pourraient prendre pour en promouvoir l'application.

97. Plusieurs représentants et représentantes d'États et de peuples autochtones ainsi que d'autres participants et participantes ont fait des observations sur des études et rapports antérieurs du Mécanisme d'experts, y compris l'étude sur l'incidence de la militarisation sur les droits des peuples autochtones.

98. Les participants et participantes ont proposé plusieurs thèmes qui pourraient faire l'objet d'études du Mécanisme d'experts : les obstacles à la participation pleine, effective et constructive des femmes autochtones ; les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits des peuples autochtones ; le financement des mesures de conservation et les droits des peuples autochtones fondés, notamment, sur les articles 26 et 32 de la Déclaration ; les accords de paix ; les droits des peuples autochtones en matière de santé, y compris les déterminants autochtones de la santé (étude longitudinale). Le Mécanisme d'experts a pris note de ces propositions.

99. Le Mécanisme d'experts a décidé que sa prochaine étude annuelle sur la situation des droits des peuples autochtones du monde entier au regard de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration, qu'il mènerait en application du paragraphe 2 a) de la résolution 33/25 du Conseil des droits de l'homme, porterait sur les peuples autochtones et la collecte et la ventilation des données. Il organiserait fin 2024 un séminaire d'experts dont les conclusions alimenteraient cette étude. En outre, conformément à la tâche prescrite au paragraphe 2 b) de la résolution consistant à recenser, diffuser et promouvoir les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience pour ce qui est des mesures à prendre aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration, notamment en établissant des rapports à l'intention du Conseil, le Mécanisme d'experts a décidé d'établir un rapport sur le droit des peuples autochtones aux économies traditionnelles.